



Pour publication immédiate : 06/12/2017

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**GOUVERNEUR CUOMO : 10 RAISONS POUR LESQUELLES LE PLAN FISCAL
DES RÉPUBLICAINS EST UN COUP MORTEL PORTÉ
À NEW YORK ET AU PAYS**

***Le Gouverneur appelle la délégation congressionnelle de New York à voter contre
le projet de loi de réconciliation dévastateur***

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a présenté aujourd'hui 10 raisons essentielles, résultant de et s'ajoutant à l'élimination inacceptable de la déductibilité des impôts locaux et d'État, qui expliquent pourquoi le plan fiscal des Républicains portera un coup mortel à New York et au pays. Par ailleurs, le Gouverneur appelle la délégation congressionnelle de New York, y compris les quatre représentants qui ont voté en faveur du projet de loi fiscale à la Chambre des représentants, à voter contre le futur projet de loi de réconciliation (reconciliation bill), en raison de son impact dévastateur sur New York.

« Le plan fiscal des Républicains, s'il est adopté par le Comité de conférence du Congrès, sera comme un poignard économique planté dans le cœur de New York et de notre nation, paralysant notre économie, faisant exploser le déficit fédéral, augmentant les coûts des soins de santé pour des millions de personnes et élargissant le fossé entre les Américains les plus riches et les Américains les plus pauvres », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « Le Congrès doit s'unir pour prendre la bonne décision, faire son travail et placer le peuple Américain au premier plan en empêchant ce projet de loi dévastateur de priver les New-Yorkais de la classe moyenne et ouvrière de l'argent pour lequel ils ont travaillé si dur. J'appelle la délégation congressionnelle de New York à se ranger aux côtés de ses électeurs et à voter contre le projet de loi de réconciliation final. »

Pour exhorter les membres du Congrès à ne pas voter en faveur du projet de loi de réconciliation final, appelez le standard de la Chambre des représentants au (202) 224-3121.

Le plan fiscal des Républicains va :

1. **Augmenter les impôts sur le revenu** : Ces changements augmenteront les impôts fédéraux sur le revenu de 2,4 millions de contribuables new-yorkais de 3 200 dollars en moyenne.

2. **Augmenter, dans les faits, les taxes sur la propriété** : 725 000 ménages new-yorkais paient des taxes sur la propriété supérieures au plafond des déductions proposé de 10 000 dollars. Dans les faits, les taxes sur la propriété augmenteront de 2 750 dollars en moyenne pour ces propriétaires.
3. **Réduire les impôts sur les sociétés de 1 500 milliards de dollars sans obligation de création d'emplois ou d'augmentation des salaires** : Au lieu de faire des personnes une priorité, le projet de loi offre une réduction fiscale de 40 pour cent aux plus grandes entreprises du monde. De nombreuses sociétés utiliseront cette réduction simplement pour augmenter leur épargne ; d'autres partageront cet épargne avec de riches actionnaires ; d'autres encore investiront dans des technologies d'automatisation pour mettre davantage d'Américains au chômage. Pire encore, alors que les travailleurs new-yorkais perdront leur possibilité de déduire les impôts locaux et d'État du calcul de leurs revenus fédéraux, ou bien la verront plafonnée, les sociétés conserveraient le droit de revendiquer les impôts locaux et d'État comme des dépenses normales d'activité.
4. **Réduire la valeur de millions de logements appartenant à la classe moyenne** : Selon Moody's Analytics, les changements fiscaux pourraient initialement réduire la valeur des logements de 10 pour cent sur les marchés les plus chers comme New York, et de 3 à 5 pour cent dans l'ensemble des États-Unis, diminuant ainsi la valeur de l'investissement le plus important réalisé par de nombreuses familles new-yorkaises propriétaires de leur logement.
5. **Limitier la possibilité de déduire les intérêts sur des millions de prêts hypothécaires** : La Chambre des représentants limitera la possibilité de déduire les intérêts sur les prêts hypothécaires jusqu'à 500 000 dollars, au lieu de la limite actuelle d'1 million de dollars pour les couples qui déposent un dossier conjointement. D'après une étude de l'Association nationale des constructeurs d'habitations (National Association of Home Builders), ceci aura un impact sur 20 pour cent des habitations de New York, dont la valeur baisserait si elles étaient mises sur le marché. Les logements seront plus chers à l'achat et auront moins de valeur à la vente, ce qui dévastera le marché du logement.
6. **Augmenter le coût des soins de santé** : Le plan fiscal des Républicains détruira la Loi sur les soins abordables (Affordable Care Act) en augmentant considérablement les coûts des soins de santé, et réduira potentiellement à néant le financement de Medicaid en éliminant le mandat individuel.
7. **Augmenter les coûts pour les étudiants** : Le projet de loi dissuadera les jeunes de poursuivre des études supérieures en rendant les universités plus chères et en ébranlant la stabilité financière des « colleges » et universités. Les dispositions relatives à l'éducation accroîtront les impôts de plus de 64 milliards de dollars sur les 10 prochaines années, à l'échelle nationale. Plus de 800 000 étudiants new-yorkais perdront la déduction de leur prêt étudiant, et les professeurs des étudiants de second cycle et assistants-chercheurs seront imposés sur un revenu qu'ils ne verront même pas.

8. **Augmenter les coûts pour les enseignants** : Le projet de loi de la Chambre des représentants vise nos enseignants en supprimant la déduction des dépenses engagées par les professeurs pour leurs cours. Ceci augmentera les impôts de 260 dollars en moyenne pour 290 000 enseignants new-yorkais.
9. **Éliminer des déductions et crédits essentiels, tels que** :
 - a. Les pensions alimentaires versées par les personnes divorcées
 - b. Les dépenses de déménagement, sauf pour les personnes dans l'armée
 - c. Les personnes qui se rendent au travail en bicyclette
 - d. Les véhicules fonctionnant aux énergies renouvelables et les véhicules électriques
10. **Faire exploser le déficit fédéral** : Selon le Bureau du budget congressionnel (Congressional Budget Office), le projet de loi du Sénat accroîtra le déficit national de plus de 1 400 milliards de dollars sur les 10 prochaines années. Le plan de la Chambre des représentants coûtera environ 1 700 milliards de dollars sur 10 ans.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418